



Compte rendu de la F3SCTD des Hautes-Pyrénées du 6 mars 2025

Présents :

Administration : Mme Miquel-Val (IA-DASEN), Mme LEON (DRH adjointe)

Conseiller de prévention : M. DARRE, Mme AUDEVARD

Représentants des personnels : Christelle BRANDAN et Lucie PONTIE (FNEC FP-FO), FSU (4), SGEN CFDT (3), UNSA (2), CGT (1)

Déclarations des organisations syndicales (SGEN CFDT, FNEC FP FO, UNSA, FSU, CGT)

Déclaration liminaire de la FNEC FP FO

Madame l'Inspectrice d'Académie,
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA F3SCT,

Sur le plan international, la FNEC FP FO refuse l'escalade guerrière dans tous les pays en guerre et réaffirme son exigence d'un cessez-le-feu immédiat et permanent et l'arrêt des livraisons d'armes. En effet, il faut de l'argent pour soutenir inconditionnellement ses alliés et financer sa propre armée. Toujours plus d'argent qui n'est pas mis dans les services publics.

Pour preuve, dans son discours de politique générale, François Bayrou a annoncé 53 milliards d'économies à faire sur le dos des services publics. Le budget annoncé est pire que celui qui a causé la censure du gouvernement Barnier. Pour l'Education Nationale, sa « priorité », le premier ministre annonce 1,2 milliards d'économie supplémentaire. Pour gérer ce budget au rabais, il fait appel à l'ancienne première ministre, utilisatrice compulsive du 49.3 au mépris de tout dialogue parlementaire. Le premier ministre justifie les suppressions de postes par la difficulté à recruter. Cette difficulté ne serait-elle pas liée au gel du point d'indice décidé par le président Macron alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter, et qu'on demande aux personnels d'assumer toujours plus de missions ? Ne serait-elle pas due aux conditions de travail qui ne cessent de se dégrader avec les contre-réformes successives et l'application de mesures largement rejetées : Parcoursup, « choc des savoirs », réforme de la voie professionnelle, SNU, acte 2 de l'Ecole inclusive...

Concernant l'Ecole inclusive, le constat est sans appel, il manque des AESH, les notifications de la MDPH ne sont pas respectées. Les AESH et les enseignants sont confrontés à des situations impossibles. Les signalements dans les registres santé et sécurité explosent. La dégradation des conditions de travail n'a jamais été aussi forte.

Pourtant, le ministère continue, à travers l'acte 2 de l'Ecole inclusive, sa politique dogmatique d'inclusion systématique et forcée sans moyen, de mutualisation des moyens, de destruction de l'enseignement spécialisé et des Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux. Alors qu'au moins 24000 élèves ne trouvent pas de place dans les ESMS, la ministre Borne s'entête à vouloir généraliser les PAS, dispositif qui permet de remettre en cause les droits des élèves à besoins éducatifs particuliers ou en situation de handicap et d'aggraver les conditions de travail des personnels.

Pour les personnels, les conséquences de ces politiques se retrouvent dans les registres santé et sécurité au travail que nous étudions dans cette instance. Nous ne cessons de dénoncer les réformes (école inclusive, pacte, choc des savoirs...) et le manque de moyens (fermetures de classes, manque de recrutement de personnels de toutes les catégories...) qui pèsent sur le quotidien des agents et entraînent une perte de sens du métier.

Merci de votre écoute.

Réponse de l'IA DASEN

La finalité de notre action, de nos missions et de nos convictions, nous la partageons tous. Le portage politique territorial fait bouger ou pas les choses, il est important. Si on veut faire bouger les lignes sur les conditions de travail, il faut travailler ensemble. Sur ce sujet beaucoup de choses ont été à l'arrêt parce que dans ces instances on a du mal à trouver un sujet sur lequel travailler ensemble. Il faut donc trouver quelques priorités. Sur les grands sujets et le diagnostic que l'on trouve dans les RSST, la situation dans les Hautes-Pyrénées est identique à celle du national : le 1^{er} degré est le plus impacté, les thématiques des élèves à besoin particulier et l'inclusion sont prépondérants. La DASEN ne souhaite pas fermer les yeux, elle souhaite que nous avançons. Les Risques Psycho-Sociaux (RPS) sont en point de mire, de même que la santé des femmes dans l'EN. Concernant l'accès au RSST, le nombre d'entrées augmente : c'est inquiétant mais ça relaie l'idée que les collègues y ont davantage accès. Les mentions sont plus souvent visées par la hiérarchie, ce qui est une avancée positive. Concernant la prévention, elle n'est pas ce qu'elle devrait être, tant au niveau départemental que national. Nous avons la mission de faire progresser cette prévention. L'objectif de cette instance est donc d'établir une feuille de route partagée.

Adoption du PV du 03/12/2024 :

Le PV est adopté à l'unanimité.

Avis des préconisations du lycée professionnel Reffye soumis au vote :

La visite a eu lieu le 14 janvier 2025.

La secrétaire de la FS fait lecture des préconisations.

La DASEN a déjà pris en compte les données portées à sa connaissance lors du groupe de travail et a déjà dégagé certains moyens qui étaient demandés (pool CPE/AED renforcé avec le rajout de 0,25ETP).

Concernant le bâti, la DASEN s'est engagée à se mettre en relation avec la Région.

Concernant les personnels, la FS souhaite la venue de la FS de Région, la DASEN souhaite que ce soit une intervention conjointe entre EN et Région. Elle interviendra auprès de la Région en ce sens.

Ces préconisations, élaborées à partir de la visite d'un établissement spécifique, ont pour but d'être généralisées sur l'ensemble des établissements. A titre d'exemple, le rôle des assistants de prévention est peu connu, la DASEN interviendra auprès de l'ensemble des chefs d'établissements pour apporter l'information que les chefs d'établissements présenteront à leur tour dans leur équipe.

Les préconisations sont votées à l'unanimité.

Compte rendu du GT RSST :

Nous sommes satisfaits de voir que les mentions sont enfin visées et la partie information remplie, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent.

Les problématiques sont toujours les mêmes : 60% des mentions touchant les élèves en difficultés à expression comportementale, maintien d'un taux important des RPS dont la majorité touche les élèves... avec le double des saisies par rapport à l'année dernière. Mais il y a plus de mentions RPS que de mentions totales l'année dernière, d'où la demande d'une enquête.

La DASEN s'interroge sur une meilleure connaissance de cet outil, qui entraîne une augmentation des entrées. Notre constat reconnaît que vous donnez une impulsion pour le traitement de ces dossiers mais la durée de la procédure ne reconnaît pas l'urgence de la situation, souvent pendant de très longs mois, il n'y a pas d'action, ce qui entraîne beaucoup de stress.

La DASEN souhaite trouver un équilibre. Il ne peut pas y avoir de réponse immédiate. L'analyse des situations et de la mise en œuvre de la « meilleure » réponse prend du temps. L'Education Nationale ne peut pas agir seule, il faut agir avec les partenaires médico-sociaux. Aujourd'hui nous avons évolué sur la lucidité de ce type de situation.

La DASEN prône aussi la bienveillance de la part des IEN, qui sont plus dans l'accompagnement de ces situations que dans la culpabilisation des équipes comme cela a pu être le cas auparavant.

La FNEC-FP FO intervient quant aux situations d'urgence : nous rappelons à la DASEN que, en situation de crise, les enseignants sur le terrain, les élèves, les autres personnels sont en difficulté urgente. Une réflexion concernant cette gestion de crise urgente doit être effectuée, et pas seulement un accompagnement « à long terme » pour lequel un protocole existe déjà.

Analyse FO : Face à ces situations délicates, encore une fois, la DASEN entend les remontées mais ne semble pas vouloir se positionner sur la gestion urgente de crises majeures auxquelles les enseignants et autres personnels font face. Les élèves ont un protocole pour les prendre en charge, mais nos collègues sont seuls, en classe, à les gérer. Nous bataillons pour faire entendre à la DASEN que ces situations d'urgence nécessitent des protocoles d'urgence !

Compte rendu GT Endométriose :

Cf compte-rendu

Mme Talavera, référente VDHAS, est en charge de ce dossier. 3 GT ont eu lieu pour aboutir, dans un premier temps, à un document d'information qui a été diffusé dans le bulletin départemental. Cette information sera réitérée chaque année afin de sensibiliser l'ensemble des personnels à cette maladie, encore peu connue et reconnue dans notre métier.

Les infirmières scolaires ont eu une sensibilisation sur le sujet afin de le faire connaître à la population collégienne et lycéenne, pour une meilleure connaissance de la maladie.

La FNEC-FP FO fait remarquer que le problème de notre métier est que nous ne pouvons pas nous absenter de manière inopinée, comme cela est préconisé. Le manque de remplaçant ne nous permet pas de mettre en œuvre les préconisations qui seront possibles à mettre en œuvre dans d'autres corps de métiers.

Point enquête RPS :

M. Marfaing, désigné par la FS pour suivre le dossier, a participé à une session de travail pour la rédaction d'une fiche projet concernant cette enquête, en partenariat avec la MGEN. Cependant, ce projet a été retoqué par le Rectorat au motif que les actions financées ne devraient concerner que de l'information et sensibilisation.

La DASEN propose de porter cette demande au niveau académique : notre département pourrait être pilote pour mener une enquête qui permettrait de porter un constat fin sur le département afin de guider sur des actions de prévention.

Cela pourrait tout à fait s'intégrer à la feuille de route de la Qualité de Vie au Travail, pour laquelle une référente académique a été nommée.

Questions diverses :

Retour de la visite à Pierre Guillard de Vic : personnels enseignants et aesh étaient tous présents. La demande d'une médiation a été renouvelée. : ien, drh proxi, drh se réunissent pour préparer la médiation.

La visite des conseillers de prévention sur le bâti aura lieu dans le courant du mois de mars.